

## Ingérence et guerres humanitaires : quand manips' et intox visent à soumettre des territoires

**"C'est toujours au nom d'un Bien que se déclenchent les guerres"...** Lucide, Rony Brauman est l'une des figures emblématiques de l'action humanitaire. Médecin, diplômé en épidémiologie et médecine tropicale, il a oeuvré plusieurs années comme médecin dans des situations de conflits et des camps de réfugiés. Devenu président de MSF (Médecins sans frontières) en 1982, il est actuellement directeur d'études à la Fondation MSF et directeur du *Humanitarian and Conflict Response Institute* (HCRI – Université de Manchester, GB).

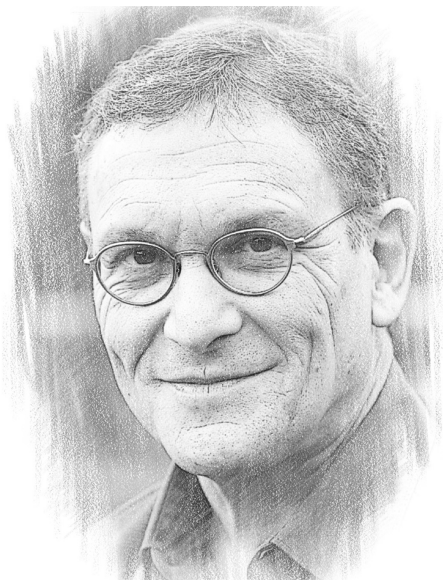
Dans l'entretien qu'il a accordé à Jean-Guy Bernard, Directeur Général de l'EM Normandie, Rony Brauman montre comment de véritables campagnes de manipulation et de désinformation permettent des actions ciblant des territoires au détriment des populations qui y vivent. Souvent à son corps défendant, l'humanitaire se trouve de la sorte enrôlé au service de politiques au fondement douteux. Dans de tels contextes, on sort du cadre traditionnel de l'intelligence territoriale. Mais n'y a-t-il pas des leçons à en tirer ?...

**Vous avez publié en début d'année *Guerres humanitaires ? Mensonges et intox* (Textuel, 2018), dans la droite ligne d'un précédent ouvrage tout aussi caustique, *Diplomatie de l'ingérence* (Elytis, 2016). De fait, l'humanitaire constitue une noble cause, dont il semblerait qu'elle ait été dévoyée par certains, au profit de cyniques appétits de puissance. Voulez-vous dire que derrière les actions authentiquement humanistes et généreuses se cachent parfois des intérêts économiques et financiers, voire géopolitiques ?**

Oui, et en fait, cela ne date pas d'aujourd'hui. Il y a toujours eu derrière des actions étatiques décidées au nom d'un "Bien" collectif, d'autres intérêts en jeu, différents de ceux qui étaient officiellement affichés. Il ne faut pas faire preuve d'irénisme en la matière. Car ces intérêts non-étatiques se greffent sur les actions entreprises, voire les suscitent, sans se soucier du bien commun. Après, c'est une question politique d'articulation et d'acceptation ou non de ces intérêts.

On n'attend pas d'un Etat ou d'un gouvernement qu'il agisse contre les intérêts de son propre pays. Il faut donc qu'il y ait une coalition d'intérêts à l'œuvre pour qu'une action de ce type soit légitimement engagée. Néanmoins, il me semble qu'il ne faut pas faire preuve d'une attitude exagérément moralisatrice. Soyons pragmatiques. Les Etats ont des contraintes, au premier rang desquelles répondre aux intérêts de leur propre pays. Leur raison d'être est d'abord de protéger leur propre population, d'assurer sa prospérité et son devenir. Aussi est-ce un raisonnement biaisé et manichéen que de vouloir opposer le prétendu cynisme des Etats aux visées généreuses de l'humanitaire.

Cela posé, le "Bien" au nom duquel on déclenche une guerre mérite quand même d'être questionné. Ce que je réclame avec insistance dans ces deux livres que vous citez, c'est un débat clair et ouvert sur les engagements armés extérieurs. Je ne suis pas anti-interventionniste par idéologie. C'est d'ailleurs par réalisme que j'ai soutenu l'intervention britannique en Sierra



Rony Brauman

### Comprendre & Entreprendre



De par sa vocation, l'EM Normandie entretient un lien puissant avec son territoire et les entreprises qui s'y développent. D'où sa légitime implication dans les enjeux relevant de l'Intelligence Économique et Territoriale. Car c'est ici, sur notre sol, que s'enracinent les projets qui assureront demain notre prospérité. La lettre de réflexion Comprendre & Entreprendre vise à soutenir cette dynamique. Elle s'adresse à toutes celles et ceux qui anticipent, imaginent l'avenir et doivent faire des choix stratégiques. Seule la combinaison astucieuse de l'action et de la réflexion nous permettra d'optimiser notre positionnement et notre engagement au sein d'un monde complexe et mouvant.

**Il me semble nécessaire d'établir avant toute intervention armée de ce type un diagnostic clair, reposant sur des considérations tant éthiques que stratégiques. En l'occurrence, éthique et réalisme doivent se conjuguer.**

Leone en 2000 et l'intervention française au Mali en 2013. Il y avait là une logique politique qui s'inscrivait dans le temps et était cohérente. En revanche, l'affaire de la Libye relève du montage politique. A partir d'une multitude d'allégations infondées et jamais vérifiées (attaques prétendument imminentes de pacifiques manifestants par l'aviation du colonel Kadhafi, découvertes annoncées de charniers qui se remplissaient de milliers de corps, colonnes de chars qui allaient écraser de paisibles civils, etc.) s'est mise en place une intervention armée sur un territoire indépendant et souverain. Qui se souvient qu'il n'y ait eu alors pour appuyer l'une de ces assertions qu'un témoignage anonyme diffusé par Al-Jazeera ?...

Ces fables à prétention morale ont en fait servi de prétexte à une action militaire, sous couvert d'humanitaire. Cette préparation psychologique des opinions occidentales – qui constitue l'un des ressorts majeurs des guerres modernes – s'est faite à coups de manipulations et d'intoxication. D'emblée, tout débat et raisonnement rationnel a été exclu, laissant place à la seule manipulation de l'émotion.

Ce n'est pas par pacifisme et refus systématique de recours à la violence que je m'exprime, mais parce qu'il me semble nécessaire d'établir avant toute intervention armée de ce type un diagnostic clair, reposant sur des considérations tant éthiques que stratégiques. En l'occurrence, éthique et réalisme doivent se conjuguer. Des questions de fond et de forme méritent d'être posées : pour quelles raisons va-t-on intervenir ? Quels objectifs poursuit-on ? Quel est l'effet final recherché ? Avec quels moyens ?...

Sans toucher bien évidemment au secret militaire des opérations, il me semble impératif qu'il y ait en amont une délibération claire, ouverte et rationnelle sur ces questions. C'est à cette première condition qu'un équilibre, certes précaire et pas toujours pleinement satisfaisant, peut néanmoins être trouvé et qu'une action la plus juste possible peut être engagée. Rien de cela ne s'est produit, la prétendue imminence d'un massacre a permis de couper court à toute discussion.

**Les humanitaires ont désormais intégré le fait que la communication et plus généralement les rapports de force informationnels jouent un rôle majeur.**

**Prenant souvent argument du fait que des populations vivant sur des territoires sont en grand danger, des groupes d'intérêts orchestrent des manipulations à grande échelle. On voit ainsi les territoires – et donc les populations qui y vivent – devenir les cibles d'opérations de propagande et de manipulations. De fait, à son corps défendant, l'humanitaire se trouve en bien des occasions instrumentalisé. Comment en êtes-vous arrivé à ce constat ? Quelle part prend à ces manipulations les multiples discours sur les "risques" ?**

Le discours bien connu sur les risques vise en fait à placer les uns sous la protection (domination ?) des autres. Comment définir le risque ? C'est là que s'engage la réflexion sur le processus d'instrumentalisation que vous évoquez. Il existe de multiples catégories de risques : physique, réputationnel, d'instrumentalisation, etc. Il convient en l'espèce de se garder de tout angélisme. Dans la réalité politique, sociale, humaine, économique de tous les jours, une action humanitaire est toujours peu ou prou instrumentalisée, car il faut bien qu'elle soit utile au pouvoir politique pour que celui-ci accepte son déploiement.

Un chef de guerre, qu'il soit à la tête d'un gouvernement ou dans une rébellion armée, n'accueillera ces "gêneurs" que peuvent être les humanitaires qu'à la condition de penser pouvoir raisonnablement en tirer un bénéfice. Bénéfice pratique, par exemple en voyant ses combattants – voire ses proches – soignés. Bénéfice politique, en montrant que l'on a des contacts non-négligeables avec le reste du monde via des organisations étrangères, dont la présence témoigne d'un certain prestige auprès des populations. Bénéfice communicationnel en présentant une bonne image de la rébellion ou du gouvernement que l'on dirige, donnant ainsi la preuve que l'on joue la carte de la reconnaissance du droit international...

Ce sont là des intérêts multiples, qui ne se contredisent pas mais au contraire peuvent s'imbriquer ou se superposer. L'humanitaire doit être pleinement conscient de cet état de fait, car c'est là la condition pour qu'il puisse agir. Aussi, pour une organisation humanitaire, la question n'est donc pas de savoir si elle est instrumentalisée ou non, mais de déterminer si elle sert mieux les intérêts de la population qu'elle vient aider que les intérêts de l'autorité politique qui la reçoit. C'est donc une question d'équilibre général, qui mérite en amont un examen préalable, le plus neutre, lucide et rationnel possible.

**Que peuvent faire les humanitaires pour se prémunir de telles 'manips' ? Comprennent-ils les enjeux ? Sont-ils sensibilisés aux ressorts de la guerre informationnelle ?**

Comme tout le monde, les humanitaires ont désormais intégré le fait que la communication et plus généralement les rapports de force informationnels jouent un rôle majeur dans le déroulement de leurs activités et de la vie publique en général. Aussi doivent-ils bien évidemment se rendre visibles et audibles. Cependant, il est parfois difficile de savoir si une intervention humanitaire sert davantage la communication d'un acteur politique que le quotidien et les intérêts vitaux d'une population...

Ainsi, lorsqu'a été connue la nouvelle de la famine en Corée du nord à la fin des années 1990, des ONG se sont présentées et installées. Au bout d'un ou deux ans, presque toutes se sont désengagées, es-

timant que leur action sur place était surtout utilisée par le régime pour faire croire qu'il s'était ouvert (ce qui n'était pas le cas à l'époque), plutôt que bénéficiant concrètement à la population. En l'occurrence, la seule aide réelle que les ONG apportaient était d'ordre immatériel, à savoir d'ordre communicationnel. Aujourd'hui, l'ensemble du courant humanitaire se révèle être beaucoup plus mature dans ses approches, ses analyses et ses manières d'agir. Les ONG sont plus à même à présent qu'il y a vingt ans de décrypter les pièges informationnels et communicationnels qui peuvent leur être tendus. Mais rien n'est jamais figé. Nous n'évoluons pas là dans le champ paisible et éthéré de la recherche pure ! Il nous faut prendre en compte de multiples paramètres, politiques, humains, culturels, sociaux, religieux, philosophiques... lesquels se révèlent être chaque fois différents en fonction des configurations. Chaque territoire a sa logique propre d'abord parce que chaque peuple a son cadre particulier de perception du réel.

**L'intelligence territoriale peut être définie comme l'intelligence économique appliquée à la vie des territoires. Être en veille sur un territoire, établir une cartographie des acteurs, déceler les opérations d'influence qui sont conduites à son encontre, constituent autant de mesures élémentaires pour se protéger. Pourquoi ne pas adopter la même grille de décryptage dans la sphère humanitaire en fonction des territoires considérés ?**

Cette approche est déjà suivie par certains d'entre nous, dans certaines situations bien précises. En revanche, elle ne me semble pas adaptée à toutes les configurations. Pour ma part, je n'en suis pas un adepte. Pourquoi ? A mon sens, une telle démarche n'est pas valable pour tous les cadres et tous les enjeux. Il faut d'abord proposer des services aux différents acteurs de la société civile, après avoir discuté avec eux des besoins auxquels on peut répondre, puis revoir à intervalles réguliers les raisons qui nous ont amenés à nous engager sur ce terrain, réexaminer notre *modus operandi* comme notre positionnement, remettre les choses en perspective pour voir comment a pu évoluer la situation, s'il convient de changer des choses et si oui comment... Globalement, plutôt qu'une démarche de cartographie/*mapping*, je prône plutôt une démarche de *testing*, fondée sur la mise à l'épreuve des questions posées initialement, sur leur renouvellement permanent dans le cours de l'action.

Prenons l'exemple du territoire le plus difficile où nous ayons eu à intervenir ces dernières années, à savoir la Syrie. Nous avons dû remettre en question notre présence, nos activités, nos modes d'action, car les secteurs changeaient de mains en permanence, et en sus, les acteurs eux-mêmes changeaient de registre. Etablir une cartographie dans un

environnement aussi mobile est une gageure, c'est croire que l'on va pouvoir faire un puzzle avec des pièces qui bougent et se modifient en permanence ! Pire, c'est même une illusion qui peut se révéler être une source de danger. Car une telle posture fait croire à une fausse sécurité, ce qui en soi-même constitue un danger surajouté dans une situation déjà particulièrement périlleuse. Aussi faut-il en l'espèce garder à l'esprit une claire conscience des risques pour pouvoir évoluer en permanence.

**Pour conclure, pensez-vous qu'une action authentiquement humanitaire, indépendante des États, soit possible ?**

Oui, sans hésitation. Prenons si vous le voulez bien l'action de MSF (Médecins sans frontières). Certes, MSF est loin d'être au-dessus de toute critique. Sans chercher à la présenter comme une ONG modèle, on doit bien reconnaître cependant qu'elle fait partie de ces organisations humanitaires qui agissent au quotidien et depuis des années sur un mode tout à la fois sincère et efficace. En ce sens elle est authentiquement humanitaire, c'est-à-dire que sa conduite n'est pas dictée par d'autres objectifs que ceux qu'elle affiche clairement. Naturellement, elle peut se tromper dans son analyse, voire persister dans l'erreur. Ça a notamment été le cas lors de l'épidémie d'Ebola. Par ailleurs, dans l'univers des ONG, on rencontre de tout et parfois des gens peu scrupuleux. C'est malheureux mais c'est humain. Cependant, globalement, les organisations humanitaires dans leur grande majorité ont une démarche sincère et concrète.

Défions-nous de toute attitude qui se voudrait par trop puriste. En ce sens, l'aide des Etats doit aussi être prise en compte. Ils ont leur propre logique, laquelle diffère de celle du monde humanitaire. Mais les deux formes d'aides peuvent se conjuguer. L'aide apportée par les Etats sur la scène internationale est polymorphe, depuis le théâtre d'opérations extérieures où l'on voit se déployer sur le terrain des actions d'ordre civilo-militaire, jusqu'à l'engagement de lourds moyens logistiques ou au déblocage de moyens financiers considérables lors de catastrophes naturelles.

Au regard de l'action et des moyens que sont susceptibles d'engager les Etats, le rôle joué en règle générale par les ONG est nettement plus modeste. Vouloir idéaliser l'humanitaire tout en ignorant les autres formes d'aide - notamment étatiques - est absurde et dangereux. Car semblable posture risque de conduire à se déconnecter d'avec le monde réel. L'humanitaire en actes est aussi une école de réalisme. C'est une façon de réfléchir et d'agir en se confrontant aux réalités du monde.

***Il nous faut prendre en compte de multiples paramètres, politiques, humains, culturels, sociaux, religieux, philosophiques... Chaque territoire a sa logique propre d'abord parce que chaque peuple a son cadre particulier de perception du réel.***

***L'humanitaire en actes est aussi une école de réalisme. C'est une façon de réfléchir et d'agir en se confrontant aux réalités du monde.***

## Rony Brauman, extraits :

- **Propagande et intervention dans les territoires :** "Ce qui frappe quand on regarde de près les guerres de Somalie, Kosovo, Afghanistan et Libye, c'est la force de la propagande, dès lors qu'elle s'enracine dans une matrice intellectuelle favorable. C'est-à-dire quand elle rencontre un horizon d'attente, qu'elle se situe assez haut dans une échelle sociale de crédibilité. Je ne distingue pas ici entre opinion éclairée et opinion qui ne le serait pas. Les "faits alternatifs" sont devenus un sujet de moquerie générale à la suite des déclarations de la conseillère presse de Trump, mais on oublie qu'ils ont régné en maîtres pendant la guerre de Libye. Toute différence a disparu entre l'hypothétique, le plausible et le factuel." (Guerre humanitaire ?, op.cit., p.32)

- **L'arme de l'émotion dans les interventions territoriales :** "On a toujours joué sur l'émotion de façon à justifier une intervention. Comme le dit Dominique Moïsi, il y a une "géopolitique de l'émotion" [Flammarion, 2009] Ainsi, les grands médias informent d'une situation mondiale, non pas par une analyse et des faits, mais par des images, parfois fabriquées, propres à susciter une émotion : anthropophagie de Jean-Bedel Bokassa, 70.000 morts inventés de Timisoara en Roumanie en décembre 1989, fausses armes de destruction massive en Irak, photos trafiquées de chefs d'Etats diabolisés par diminution de la moustache afin de les faire ressembler à Hitler...

[...] On ne pense pas sans nos émotions qui viennent parasiter notre rationalité, même les mathématiciens viennent écrire leurs équations sous le coup de l'émotion. Ce qui domine les années quatre-vingt-dix, c'est la fin d'un équilibre bipolaire au profit de l'hégémonie nord-américaine. Ce sont donc les Etats-Unis qui façonnent ce monde jusqu'aux années 2000. Le discours anti-totalitaire n'est pas nouveau avec cette tendance exécrationnelle à ramener tout au nazisme. "Hitler", "Munich" sont devenus des lieux communs usés, des éléments de langage anti-totalitaires que les supposés vertueux plaquent systématiquement à leurs ennemis dont l'attitude est plus circonspecte. Que ce soit pour l'Irak, le Kosovo ou la Libye, ils seront qualifiés de "culs de plomb" mais aussi de complices ou de fascistes." (Diplomatie de l'ingérence, op. cit., p.20-22)

- **Quand l'indignation est à géométrie variable :** "Ne constatons-nous pas une dissymétrie dans l'exercice de cette ingérence selon l'influence et la puissance de la souveraineté visée : action contre la Serbie pour le Kosovo et non contre la Russie pour la Tchétchénie ; contre la Libye pour Benghazi, et non Israël pour Gaza ; contre la Somalie et non contre la Chine pour le Tibet ?... Déjà en 1990, c'est pour l'usage dissymétrique de cette disposition du droit international, que l'ingérence humanitaire fut condamnée au sommet du G77 (groupe des pays les plus pauvres)." (idem, p.23-24)

## Abstract

### Humanitarian Intervention and Wars: when manipulation and brainwashing aim at subjecting territories

'It is always in the name of common good that wars break out'...Rony Bauman stated lucidly. Rony is one of the figureheads of humanitarian action. As a physician, and expert in epidemiology and tropical medicine, he practised for several years as a doctor in conflict areas and refugee camps. He was appointed as President of MSF (Doctors without Borders) in 1982, and is currently a director of research for the MSF Foundation and Director of the *Humanitarian and Conflict Response Institute* (HCRI – Université de Manchester, UK).

In his interview with EM Normandie Director General Jean-Guy Bernard, Rony Brauman showed how full-scale manipulation and disinformation campaigns allow make it possible to target territories at the expense of those populations that live there. Often unwittingly, humanitarian individuals find themselves enrolled to serve doubtful policies. Such contexts are far away from traditional Territory Intelligence. However, there are surely lessons to be drawn from them?



#### Comprendre & Entreprendre

Une publication de l'EM Normandie  
Directeur de publication : Jean-Guy Bernard  
Illustration Rossana - ISSN en cours

#### Contact : Ludovic Jeanne

EM Normandie 9, rue Claude Bloch 14052 Caen cedex 4  
Tél. : +33 (0) 2 31 46 78 87  
Courriel : ljeanne@em-normandie.fr - www.em-normandie.fr

## Notre vision de l'Intelligence Économique et Territoriale



Comment rétablir dans nos économies le sens du stratégique, réhabiliter le long terme, se protéger tout en se montrant innovant ? En conciliant veille et action, vision et pragmatisme, l'Intelligence Économique & Territoriale (IE&T) s'impose comme un levier de compétitivité. Ensemble cohérent de pratiques et de connaissances, l'IE&T aide les entreprises comme les territoires à se positionner, se défendre mais aussi anticiper et se développer. Agir avec succès exige d'éclairer l'action par une compréhension fine des marchés et des environnements. À cet égard, l'IE&T est l'affaire de tous. Car le sens des responsabilités de chacun décide du succès commun.

De fait, l'IE&T s'impose à la fois comme un mode d'action et un regard multidimensionnel, cherchant à comprendre la complexité du monde pour mieux la maîtriser. L'IE&T nous invite ainsi à redéfinir nos cultures organisationnelles, à revoir nos pratiques et nos méthodes. Rien ne se fera sans convergence entre acteurs publics et privés, sans l'adhésion de tous à un projet commun, enraciné dans un territoire. Face aux nouveaux défis, mêlant harmonieusement action et réflexion, l'IE&T constitue le socle des succès à venir.